

Les agents de Suresnes à l'honneur à Sciences Po

Jeudi 4 octobre les certificats de « culture économique et sociale » seront remis aux représentants du personnel et aux cadres de la ville qui ont suivi avec succès la formation organisée par l'école

Ils sont animateur, agent des ressources humaines, ou directeur de jardin d'enfant ; travaillent encore au service restauration, ou auprès des personnes âgées. Ces onze agents de Suresnes ont suivi au cours de l'année 2011-2012 la deuxième formation certifiante organisée par Sciences Po, avec l'association Dialogues, à destination de représentants syndicaux, ouverte pour moitié cette année aux cadres de la ville confrontés dans leurs fonctions au dialogue syndical.

Sept agents, ayant suivi le cursus avec succès dont quatre ayant reçu les félicitations du jury, seront à l'honneur, jeudi 4 octobre, à Sciences Po, où ils se verront remettre leur certificat en présence de Christian Dupuy, maire de Suresnes, Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, et Béatrice de Lavalette adjointe au Maire chargée des ressources humaines.

Cette formation innovante avait été proposée par la municipalité à ses syndicalistes en 2010, dans le cadre de la *Charte sur la reconnaissance du parcours syndical dans le développement de la carrière et l'évolution professionnelle*, signée en octobre 2009 entre la ville et les trois syndicats représentés (CGT, FO, CFDT). Suivant l'exemple d'Axa, Suresnes avait été, à l'initiative de Béatrice de Lavalette, la première collectivité publique à s'engager dans cette démarche de valorisation de l'expérience syndicale, et de validation de leurs acquis afin de faire évoluer le regard porté sur l'action syndicale et à construire un dialogue social apaisé et renouvelé.

Dispensée sur un total de dix jours la formation poursuit plusieurs finalités : favoriser la qualité du dialogue social entre les syndicats et l'employeur, optimiser l'expérience acquise dans le cadre du mandat syndical par l'acquisition de compétences théoriques, obtenir une certification professionnelle, favoriser l'évolution professionnelle des représentants syndicaux. Ce programme, comme la Charte qui l'inspire, entend également anticiper le renouvellement de générations des acteurs du dialogue social et leur donner les outils de relations sociales renouvelées et de qualité.

Au terme de la formation, les agents doivent soutenir devant un jury leur mémoire de fin d'études dont ils ont librement choisi le sujet par intérêt personnel ou par lien avec leur activité professionnelle.

Isabelle Benkhelfallah, adjointe au chef de service Jeunesse-animation, s'était penchée sur « *la notion de genre en accueil de loisir* » à la fois sujet d'actualité et « *question qui se pose au quotidien dans mon secteur, à dominante féminine* ». Cédric Cordelette, représentant CFDT, a choisi de s'interroger « *Les réseaux sociaux sont-ils un autre moyen de divulguer l'information ?* ». Son principal motif de satisfaction : avoir suivi jusqu'au bout un cursus prestigieux mais exigeant, notamment par l'ampleur du travail personnel demandé aux agents. « *Cela en valait vraiment le coup, estime-t-il. Ce que j'ai appris va me permettre de mieux répondre aux agents* ».

Anna Simmat-Concalvez, agent du service jeunesse animation et représentante CGT a elle aussi choisi un thème qui lui tenait personnellement à coeur « *l'émigration* ». Et elle l'a défendu à l'oral avec une conviction qui a emporté l'adhésion du jury et lui a valu les félicitations.

« *A notre échelle, nous tentons de renouveler les pratiques du dialogue social, souligne Béatrice de Lavalette. Cette formation désormais partagée des représentants syndicaux et des cadres de la ville avec lesquels ils peuvent se trouver en position de négociation y contribue. En France nous souffrons d'une frilosité anachronique à l'encontre du monde syndical. Changer notre regard et le valoriser est une démarche à la fois juste et utile à tous : aux salariés comme aux employeurs qui verront le syndicalisme s'ouvrir à des personnes porteuses de compétences diversifiées et impliquées professionnellement* ».

**Jeudi 4 octobre, 15h. Sciences Po Amphithéâtre Albert Sorel-Leroy Beaulieu
27, rue Saint-Guillaume, Paris VII**

Contact presse : Arnaud LEVY 01 41 18 15 52 / 06 28 81 11 96 alevy@ville-suresnes.fr

Suresnes et le parcours syndical : Quoi ? Quand ?

Octobre 2009 Prenant exemple sur Axa dans le privé, Suresnes est, à l'initiative de Béatrice de Lavalette, adjointe au Maire en charge des Ressources humaines et spécialiste du droit social, la première collectivité publique à signer avec l'ensemble des syndicats (CGT, FO, CFDT), une Charte visant à légitimer et promouvoir l'activité syndicale. Le texte reconnaît la compétence des titulaires de mandats syndicaux, et prévoit de valoriser leur expérience en les accompagnant dans la validation de leurs acquis.



Décembre 2009 Cette action innovante en matière de dialogue social est distinguée, par le prix *Territoria* d'argent, (dans le domaine des Ressources Humaines) qui valorise la créativité des collectivités territoriales.

Mai 2010 Christian Dupuy, maire de Suresnes, et Richard Descoings, directeur de Sciences Po présentent la première formation qualifiante des représentants syndicaux signée entre l'école et une collectivité territoriale, avec l'accompagnement de l'association Dialogues.

Septembre 2010 Douze syndicalistes de Suresnes entament à Sciences Po leur formation qualifiante axée sur le management, à la culture territoriale, à l'histoire du syndicalisme et des relations sociales, à la négociation sociale et à la méthodologie.

Novembre 2010 Béatrice De Lavalette fait adopter en séance plénière du Conseil régional d'Ile-de-France un vœu proposant l'adoption de la Charte de reconnaissance du parcours syndical (en faveur des représentants du personnel de l'institution). Le Conseil de Paris adoptera un vœu similaire.

2010-2011 Des représentants syndicaux et des cadres de la ville suivent des formations au Centre international de formation de l'Organisation Internationale du Travail (CIF-OIT) à Turin, sur des questions qui touchent les chantiers en cours dans la municipalité : égalité hommes-femmes, gestion des ressources humaines, conduites addictives.

Mai 2011 Ces stages sont pérennisés avec la signature d'un partenariat, le premier entre l'Organisation internationale du Travail (OIT) et une collectivité locale française. La convention sur trois ans permet aux représentants du personnel et aux cadres de la ville de suivre des stages au Centre international de formation de l'OIT, dans le cadre de l'application de la Charte.

Juin 2011 Un Atelier de transfert d'expérience de l'Observatoire Territoria, présente le modèle de la ville en matière de reconnaissance du parcours syndical, en présence de syndicalistes, de représentants de collectivités, d'organismes et d'Institutions.

Novembre 2011 Onze syndicalistes sur douze ayant validé leur formation se voient remettre leur certificat à Sciences Po. L'une d'entre eux, Linda Le Gret, a entre-temps été admise en Master de *Gestion et Politiques du handicap*. Six syndicalistes et cinq cadres constituent la deuxième promotion de cette formation.